
**Allocution prononcée par Gordon Thiessen
gouverneur de la Banque du Canada
au Fraser Institute
Vancouver, Colombie-Britannique
le 6 décembre 1999**

L'économie canadienne, la productivité et le niveau de vie des Canadiens

Ces deux dernières années, il s'est dit beaucoup de choses au sujet de la productivité et du niveau de vie au Canada. Certes, les propos tenus se sont avérés utiles en général, mais ils ont aussi parfois prêté à confusion.

La productivité et le niveau de vie sont des sujets tellement vastes qu'il est impossible d'en faire le tour en une seule allocution. Je vais donc me limiter aujourd'hui à tenter de clarifier certains concepts de base, à exposer certaines mesures utilisées et à expliquer la place de la politique monétaire dans le débat entourant la productivité et le niveau de vie.

En premier lieu, je décrirai le lien qui existe entre le niveau de vie et la productivité. Puis, je parlerai de différentes mesures de la productivité. Pour terminer, j'exposerai brièvement comment la politique monétaire peut contribuer à hausser la productivité et le niveau de vie.

La relation entre le niveau de vie et la productivité

Bien que le niveau de vie et la productivité d'un pays soient deux choses distinctes, ils sont étroitement liés à long terme. Cette distinction ne ressortait pas toujours clairement des commentaires que j'ai lus ou entendus.

Lorsque l'on parle du niveau de vie d'une société, on fait ordinairement référence au bien-être individuel de ses citoyens. En principe, le niveau de vie devrait être le reflet tant de notre bien-être économique que des éléments sociaux qui composent la qualité de vie, tels un environnement sain, un bas taux de criminalité, une grande liberté d'expression et ainsi de suite. Mais étant donné qu'il est difficile d'évaluer et de pondérer correctement les éléments sociaux, on retient habituellement les mesures du bien-être *économique*.

Il existe de nombreux indicateurs de notre bien-être économique. Le plus courant mesure la quantité de biens et de services produits en moyenne au sein de notre économie par habitant – homme, femme et enfant au Canada (c'est le produit intérieur brut

réel par habitant). Nous disposons aussi de diverses mesures du revenu réel par habitant avant et après impôts (notamment le revenu national brut par habitant et le revenu disponible par habitant).

Lorsque l'on examine de près l'une ou l'autre de ces mesures, on se rend compte que la productivité est un facteur qui joue un rôle déterminant dans notre niveau de vie. Mais ce n'est pas le *seul*. D'autres facteurs ont aussi une incidence sur notre bien-être économique, et lorsque l'un de ceux-ci varie, il peut sembler, pendant un certain temps, que notre niveau de vie ne suit plus les mouvements tendanciels de la croissance de la productivité.

Prenons à titre d'exemple l'indicateur du niveau de vie le plus simple, à savoir la production par habitant. De toute évidence, cet indicateur est étroitement lié à la mesure de la productivité la plus courante, soit la production par travailleur, mais il varie aussi en fonction du nombre de personnes ayant un emploi par rapport à la population totale.

La production par habitant au Canada a augmenté plus rapidement que la productivité dans les années 1960, 1970 et 1980. Mais depuis dix ans, c'est l'inverse qui se produit.

La tenue peu reluisante qu'a affichée le Canada au chapitre du niveau de vie durant les années 1990, et dont on a abondamment parlé, ne tient pas tant à un ralentissement de la croissance de la productivité qu'au fait que la proportion de la population qui possède un emploi n'a pas augmenté, contrairement aux trois décennies précédentes, où un nombre croissant de femmes et de membres de la génération du baby-boom étaient entrés sur le marché du travail.

De plus, les taux d'emploi ont évolué de façon très divergente au Canada et aux États-Unis durant la dernière décennie, ce qui a contribué à élargir encore plus l'écart entre les niveaux de vie des deux pays. La faible croissance de l'emploi au Canada est due en partie à la vaste et difficile restructuration que les secteurs privé et public ont dû opérer en relativement peu de temps; aux États-Unis, le processus avait débuté plus tôt et s'est étendu sur une plus longue période.

Si nous mesurons notre niveau de vie en fonction de la part du revenu national que reçoit chaque Canadien, alors nous ne devons pas seulement tenir compte du *volume* de biens et services que nous produisons. Nous devons aussi considérer les prix que nous obtenons pour les produits que nous vendons à l'étranger par rapport aux prix que nous payons pour nos importations; autrement dit, il nous faut examiner les termes de l'échange.

Durant les années 1970, les prix mondiaux des produits de base que le Canada exporte ont monté en flèche comparativement aux autres prix et sont demeurés élevés jusqu'au début des années 1980. Depuis, toutefois, ils se sont généralement inscrits en baisse, et, bien sûr, ils ont fortement chuté dans le sillage de la crise asiatique de 1997-1998 avant de se redresser partiellement en 1999. Nous devons prendre ces faits en considération lorsque

nous comparons la tendance qu'a connue notre niveau de vie dans les années 1990 à celle des décennies précédentes.

Nous devons aussi examiner l'évolution de notre revenu personnel après impôts. Entre le milieu des années 1970 et le début des années 1990, les recettes fiscales ne suffisaient pas à couvrir les dépenses publiques et nous nous endettions de plus en plus. Autrement dit, nous vivions au-dessus de nos moyens. Dans les années 1990, les administrations publiques ont relevé les impôts et réduit leurs paiements de transfert ainsi que leurs dépenses par rapport à la taille de l'économie canadienne afin d'alléger le fardeau des lourdes dettes qu'elles avaient accumulées au cours des deux décennies précédentes. Les données sur le revenu après impôts dans les années 1990 témoignent de cette triste réalité.

Je viens donc de vous exposer quelques-unes des causes du relâchement récent du lien entre la productivité et le niveau de vie. À long terme cependant, la productivité demeure incontestablement *le* facteur qui contribue le plus à la prospérité d'un pays. La croissance de la productivité est le fondement de la progression des revenus réels, car elle permet aux entreprises d'accorder des salaires réels plus élevés tout en maintenant leurs coûts relativement bas et en demeurant rentables.

Il existe une différence importante entre la productivité et les autres facteurs qui influencent notre niveau de vie : la capacité de la productivité de contribuer à l'amélioration de notre bien-être de façon continue n'est entravée par aucun élément. Par contre, certaines contraintes physiques, institutionnelles et juridiques s'appliquent aux autres facteurs. Par exemple, la proportion de la population qui est en mesure de participer, et qui de fait participe, à l'activité économique est limitée, tout comme la durée de la semaine de travail. En revanche, il ne semble pas exister de limites à l'accumulation du capital au fil des ans, au développement de la connaissance humaine ni à l'augmentation de la productivité que ces deux éléments peuvent engendrer.

La productivité au Canada : une rétrospective

Je vous parle depuis un moment de la productivité sans toutefois l'avoir définie correctement et sans avoir expliqué comment on la calcule.

Les mesures de la productivité nous indiquent la quantité de biens et de services que nous pouvons produire en utilisant efficacement divers intrants (travailleurs qualifiés, biens d'équipement, innovations techniques, esprit d'entreprise et compétences en gestion). Les hausses de productivité découlent des améliorations que nous avons su apporter avec le temps à notre capacité d'augmenter la production en trouvant des façons nouvelles et plus efficaces d'utiliser tous ces intrants.

La mesure de la productivité la plus courante, et la mieux comprise, est la productivité du travail. Elle nous permet de connaître la quantité de biens et de services

produits par travailleur ou par heure de travail. Bien sûr, la productivité du travail dépend de l'expérience et du niveau de scolarité des travailleurs ainsi que de la quantité de biens d'équipement (notamment les machines et le matériel) dont ces derniers disposent.

Idéalement, nous aimerions utiliser la mesure qui combine le travail et tous les autres intrants, et que les économistes appellent la *productivité totale des facteurs*.

Dans la pratique, toutefois, il est très difficile de mesurer la quantité de capital physique au sein de l'économie. En outre, on ne sait pas exactement comment tenir compte le plus justement possible de l'amélioration au fil du temps de la qualité des divers intrants. Et, bien sûr, ces problèmes d'évaluation s'amplifient dans le cas du secteur des services, où, fait bien connu, il est aussi très difficile d'estimer la production. En raison de ces difficultés, les analystes concentrent habituellement leur attention sur des mesures plus simples de la productivité du travail. Celles-ci présentent, par surcroît, l'avantage de se rapprocher des indicateurs du niveau de vie et de faciliter les comparaisons entre pays.

La toile de fond étant brossée, je vais maintenant me pencher, si vous le voulez bien, sur les « données factuelles » concernant la productivité au Canada – calculées du mieux que nous le pouvons – et voir où elles se situent par rapport à celles obtenues pour les États-Unis. Évidemment, il faut garder à l'esprit que, en dépit de leurs similitudes, les chiffres qui intéressent nos deux pays ne sont pas toujours comparables. Par exemple, il existe des différences au niveau de la mesure de certains prix, en particulier lorsqu'il s'agit de matériel de pointe, et de la manière de corriger les données pour refléter les modifications de la qualité des intrants. En outre, le mois dernier, les Américains ont revu à la hausse les statistiques concernant leur productivité après avoir révisé les chiffres de leurs comptes nationaux pour les quarante dernières années. Dans une large mesure, ces révisions tiennent à un reclassement des acquisitions de logiciels. Ces dernières ne sont désormais plus considérées comme des dépenses d'entreprise mais bien comme des investissements et, à ce titre, elles entrent dans le calcul du PIB du pays.

Par suite de ce changement, les chiffres relatifs à la productivité des États-Unis sont probablement moins comparables encore aux nôtres qu'ils ne l'étaient auparavant. Il faut donc se garder de tirer des conclusions définitives des comparaisons se fondant presque exclusivement sur de telles données. Mais nous pouvons tout de même discuter des grandes tendances qui s'en dégagent.

Tout au long des années 1950 et 1960 et jusqu'au début des années 1970, la productivité du travail observée dans l'ensemble du secteur des entreprises a rapidement augmenté au Canada. La progression s'établissait en moyenne à près de 4 % par an au pays, soit à un taux légèrement supérieur à celui enregistré aux États-Unis. Entre le début des années 1970 et le milieu des années 1990, la croissance de la productivité a fortement décéléré dans les deux pays, diminuant de plus de moitié. Elle s'est redressée dans la seconde moitié des années 1990, surtout aux États-Unis, où une poussée des investissements a permis aux travailleurs américains de disposer d'une quantité considérablement accrue de biens d'équipement.

Certains analystes prêtent une attention particulière à la croissance de la productivité dans le secteur manufacturier, alors que ce dernier compte pour moins de 20 % de l'ensemble de l'activité économique dans les deux pays. Ils croient que les chiffres relatifs à ce secteur sont plus fiables et plus pertinents pour mesurer la compétitivité à l'échelle internationale.

Depuis les années 1980, la productivité du travail dans l'industrie manufacturière canadienne progresse à une cadence sensiblement inférieure à celle des États-Unis. Cette différence est due, dans une large mesure, au rendement remarquable de deux secteurs américains, soit celui des produits électriques et électroniques et celui de l'équipement commercial et industriel. Ce sont ces secteurs qui ont le plus bénéficié des progrès extraordinaires de l'informatique, et ils occupent une place beaucoup plus importante au sein de l'économie américaine que dans l'économie canadienne.

Pour conclure mes observations sur les données factuelles concernant la productivité au Canada, j'insisterai sur le besoin d'établir clairement la distinction entre le *taux de croissance* et le *niveau* de la productivité. Bien que cela semble aller de soi, j'ai relevé quelques inexactitudes à ce chapitre dans ce qui a été rapporté publiquement ces derniers temps.

Il est vrai que le taux de croissance de notre productivité a diminué depuis le début des années 1970, comme celui de la plupart des pays industriels d'ailleurs, pour des raisons que l'on ne comprend pas encore très bien. Mais le *niveau* de notre productivité a augmenté, et non chuté. Et on ne peut lui imputer le recul de certaines mesures de notre niveau de vie durant la dernière décennie.

Il existe toutefois un écart important entre le niveau de la productivité au Canada et celui observé aux États-Unis : le nôtre est plus bas. Or, comme l'accès aux idées et aux technologies n'est pas restreint à l'échelle internationale, on aurait pu s'attendre à ce que cet écart se réduise, comme dans les années 1950 et 1960. Mais cela n'a pas été le cas. Il faudrait en effet, pour que cet écart s'amenuise, que la productivité s'accroisse plus rapidement au Canada qu'aux États-Unis. C'est là le défi que nous, Canadiens, devons relever si nous voulons que notre niveau de vie devienne comparable à celui de nos voisins du sud.

La politique monétaire et la croissance de la productivité

Les économistes ne sont pas parvenus à expliquer de façon satisfaisante les différences qui existent entre les taux de croissance de la productivité enregistrés entre différentes périodes et entre différents pays. Par conséquent, il n'y a pas vraiment de consensus sur les méthodes qui permettraient d'accélérer de manière soutenue la croissance de la productivité.

J'aimerais néanmoins vous faire part de quelques observations sur des points qui pourraient se révéler utiles à cet égard. Et je commencerai par souligner que nous devrions

toujours analyser nos politiques économiques à la lumière de leurs effets potentiels sur la productivité.

En matière de politique monétaire, il est de plus en plus reconnu internationalement que la contribution que les banques centrales peuvent apporter pour améliorer la productivité et le niveau de vie est de créer un climat de faible inflation.

Un taux d'inflation bas et stable réduit les incertitudes à l'égard de l'évolution future des prix, abaisse la fréquence des cycles de surchauffe et de contraction économiques et contribue au maintien de faibles taux d'intérêt. Tout cela encourage les entreprises à investir dans du nouveau matériel et de nouvelles technologies et à ainsi réaliser des gains de productivité. Lorsque je considère la productivité record qu'ont affichée les États-Unis ces dernières années, je suis frappé par l'ampleur exceptionnelle des investissements qui y ont été effectués au titre des machines, du matériel et des nouvelles technologies.

Je sais que la dépréciation enregistrée par le dollar canadien à la fin de 1997 et tout au long de 1998 a éveillé certaines inquiétudes selon lesquelles une monnaie faible n'incite pas les industries exportatrices à améliorer leur productivité. D'aucuns ont même suggéré que la politique monétaire canadienne devrait poursuivre des cibles visant non pas à maintenir l'inflation à un bas niveau mais à préserver la valeur du dollar canadien. Ou encore qu'il pourrait être souhaitable que l'on instaure un taux de change fixe par rapport au dollar américain.

Il est vrai que lorsque le taux d'inflation est élevé, et qu'il risque encore d'augmenter, la dépréciation d'une monnaie fausse davantage la perception qu'on a de l'évolution des prix relatifs et contribue à faire penser que toute hausse des coûts peut être répercutée sur les prix. Les entreprises n'auraient alors plus la même volonté d'améliorer la productivité pour réduire leurs coûts. Mais ce n'est pas le cas au Canada en ce moment. Notre taux d'inflation est bas et stable, et la Banque du Canada s'est engagée à ce qu'il le demeure. Les entreprises savent qu'elles ne pourront généralement pas compenser les augmentations de coût par des hausses de prix, de sorte qu'elles s'efforcent de maîtriser leurs coûts.

L'argument selon lequel une monnaie qui a perdu de la valeur a tendance à décourager les gains de productivité ne tient pas compte de la forte concurrence à laquelle se livrent aujourd'hui les entreprises à l'échelle mondiale, ni de leur volonté de s'emparer de nouvelles parts de marché et d'accroître leurs profits ainsi que le cours de leurs actions.

À mon avis, notre régime de changes flottants fonctionne bien. Il permet non seulement d'amortir les chocs exceptionnels qui touchent de temps à autre notre économie, comme la chute des prix des produits de base qui s'est produite en 1997 et 1998, mais aussi de faciliter l'ajustement à ces chocs. Par exemple, la dépréciation du dollar canadien a incité les entreprises n'appartenant pas au secteur primaire à renforcer leur présence sur les marchés étrangers. Mais ces entreprises ne pourront conserver leurs nouveaux acquis que si elles

continuent avec acharnement d'améliorer leur productivité et qu'elles veillent à demeurer compétitives à mesure que le dollar canadien regagnera de la valeur.

Conclusion

Pour conclure, je ne pense pas exagérer l'importance de l'amélioration de la productivité en disant que c'est un facteur déterminant à long terme de la santé et de la prospérité économiques globales de notre pays. À la longue, les gains de productivité servent d'assise à la hausse des revenus et du niveau de vie.

Par rapport à la forte progression qu'elle a affichée au cours des années 1950 et 1960, la croissance de notre productivité a été plutôt décevante depuis le début des années 1970. Même si le niveau de notre productivité a augmenté, nous n'avons pas réussi à le faire se rapprocher de celui des États-Unis.

L'évolution récente de la situation économique au Canada permet néanmoins d'espérer que les choses vont s'améliorer. La croissance de la productivité s'est accélérée ces dernières années dans la foulée de la reprise cyclique et des changements structurels qui se sont opérés au sein de notre économie. De plus, les investissements en machines et matériel et dans les nouvelles technologies se sont vivement accrus au cours des trois dernières années, à l'image de ce qui s'était passé aux États-Unis quelques années auparavant.

Mais l'heure n'est pas encore aux réjouissances. Les gains de productivité ne tombent jamais du ciel. De nos jours, ils semblent liés aux nouvelles technologies – à la volonté de les adopter et à la souplesse nécessaire pour s'y adapter. C'est cela que nous devons absolument rechercher au Canada.

Nous devons aussi maintenir un milieu macroéconomique stable, qui allie un faible taux d'inflation à une politique budgétaire prudente. Cela aidera à promouvoir un climat propice à l'initiative en matière d'innovation, de prise de risques et d'investissement, qui favorisera la réalisation de gains de productivité soutenus. Je peux vous assurer que la Banque du Canada continuera d'apporter sa pierre à l'édifice, en maintenant l'inflation à un niveau bas et stable.